

COMMUNIQUÉ DE PRESSE 23 juin 2023

***Les Soulèvements de la Terre* totalement en phase avec le gouvernement**

Le 22 juin 2023, dans une déclaration aux médias, **Basile Dutertre, porte-parole des *Soulèvements de la Terre***, a indiqué que la mobilisation pour sauver la planète ne faiblirait pas malgré la dissolution. Il a précisé alors le contexte l'obligeant à faire preuve de fermeté :

- La « sécheresse historique »
- Un « moment historique en termes d'effondrement de la biodiversité »
- Un « seuil irréversible du changement climatique ».

En ce faisant, *Les soulèvements de la Terre* **ne fait que reprendre le diagnostic « validé » par le gouvernement lui-même**. Depuis plusieurs décennies maintenant, les autorités ont repris sans nuance le diagnostic apocalyptique des ONG et des militants de l'écologie radicale.

Elles ont souhaité récemment adjoindre à « la crise du climat » de nouvelles crises et notamment la « crise de la biodiversité » et « la crise de l'eau ».

Toujours plus alarmistes, le gouvernement et l'ensemble des élites économiques et médiatiques reprennent en cœur la litanie des crises. **Sur ce sujet, elles font de l'éducation des masses un objectif prioritaire** aussi bien à l'école que dans le cadre de la formation professionnelle ou des journaux télévisés.

Il est donc aujourd'hui paradoxal de vouloir interdire une organisation demandant, avec une certaine cohérence, la mise en œuvre de mesures drastiques pour mettre fin à des « crises » qui, si elles sont réelles, demandent en effet des réponses radicales.

Action Écologie rappelle que nos sociétés peuvent parfaitement s'adapter aux évolutions climatiques, que parler de « crise de la biodiversité » est une exagération grossière comme elle l'a démontré dans son étude récente sur le sujet et qu'enfin, il n'y a pas de crise généralisée de l'eau dans notre pays.

Le gouvernement doit réévaluer la situation environnementale en se détachant de l'influence des ONG et en rompant avec le diagnostic de « crise ». Ainsi, il pourra participer plus efficacement à la lutte contre les phénomènes d'hystérie collective et les actions de « désobéissance civile ».

Contact presse :
Bertrand Alliot
bertrand.alliot@gmail.com
06 61 59 51 98